

baisse de 0,5 p. 100 des taux d'intérêt et de l'agitation entourant le dépôt imminent d'un nouveau budget.

Dans sa réponse, le ministre des Finances n'a pas tenu compte du bien-fondé de ma question. Il a prononcé un petit discours tout à fait injustifié où il affirmait qu'il lui était impossible d'abaisser les taux d'intérêt artificiellement. En lui posant ma question, je voulais lui faire comprendre que s'il laissait le dollar canadien baisser de lui-même au niveau approprié, peut-être que les taux d'intérêt baisseraient en même temps. S'il cessait de vouloir renflouer le dollar pour l'amener à un niveau artificiel, la valeur du dollar et le montant d'intérêt que nous devons verser aux étrangers pour les encourager à investir au Canada baisseraient tous les deux, ce qui profiterait à ceux d'entre nous qui essaient de gagner leur vie en exportant leurs produits.

Je représente une région qui vend les produits de nos mines, de nos forêts, de nos exploitations agricoles, ainsi que du poisson et un peu de fourrure. Toutes ces industries souffrent terriblement de la politique des taux d'intérêt qu'applique le gouvernement.

Les taux d'intérêt élevés font augmenter nos coûts. Chaque fois que nous devons emprunter pour couvrir nos frais d'exploitation ou accroître nos immobilisations, cela nous est très dispendieux parce que les taux d'intérêt augmentent sans cesse. Mais la valeur élevée du dollar nous nuit aussi beaucoup, sinon encore plus, parce que nous écoupons nos produits sur le marché international et que nous effectuons généralement nos transactions en devises américaines.

Quand la valeur de notre dollar canadien commence à augmenter, surtout à l'instigation de notre propre gouvernement, cela nous nuit énormément. C'est pénible parce qu'il entre moins d'argent dans nos poches.

Je donne un exemple. Les stocks mondiaux de grain déclinent. On s'attend à ce que, à la fin de l'année-récolte, le niveau soit le plus bas en 35 ou 36 ans. Le revenu provenant des ventes de grain cette année est inférieur à celui de l'année dernière parce que la valeur du dollar a fluctué. Il nous reste moins d'argent qu'auparavant après avoir converti le produit de la vente de dollars américains en dollars canadiens.

Je vais vous donner une idée du peu que ma région et mon industrie contribuent à l'inflation. La première fois que j'ai été choisi comme candidat, j'ai acheté une grosse voiture neuve, qui m'a coûté un peu moins de 6 000 \$. J'avais deux options pour me procurer l'argent. Je pou-

vais vendre sept bouvillons de court engraissement de 900 livres chacun ou un peu moins de 2 000 boisseaux de blé n° 2.

• (1805)

Mes voisins et moi pouvons toujours aller acheter une voiture neuve de même grosseur. Mais pour l'obtenir, il nous faudrait maintenant vendre vingt-cinq bouvillons plutôt que sept ou 7 000 boisseaux de blé n° 2 plutôt que 2 000, comme c'était le cas lorsque je suis entré en politique.

Je dis cela pour qu'il soit très clair pour la Chambre et le ministre des Finances en particulier que ce ne sont pas les agriculteurs de la Saskatchewan, ni les régions rurales du pays, ni les travailleurs miniers, ni les travailleurs forestiers qui sont responsables de l'inflation. Les responsables de l'inflation sont la Banque du Canada et le ministre des Finances. Celui-ci devrait faire preuve d'un peu plus de réalisme et appliquer des politiques visant à faire fléchir les taux d'intérêt. Si le dollar tombe, tant mieux. Nos exportateurs en profiteront.

**M. Rob Nicholson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Madame la Présidente, le gouvernement est conscient des problèmes que les taux d'intérêt élevés peuvent causer aux agriculteurs canadiens.

Il faut par ailleurs admettre que, même s'il est possible de les réduire provisoirement en adoptant une politique monétaire plus expansionniste, ce n'est qu'en s'attaquant aux causes véritables des taux d'intérêt élevés, soit les pressions inflationnistes et les importants déficits gouvernementaux, que nous pourrions les réduire de façon durable. C'est pourquoi, depuis quelques années, les politiques monétaire et financière visent à alléger les pressions inflationnistes et à réduire le recours par l'État à l'épargne disponible.

Il n'y a pas de place pour l'indifférence dans la lutte contre l'inflation. L'inflation est l'affaire de tous. Comme vous le savez, c'est parce que nous avons fait preuve de tolérance au cours des années 70 que nous avons connu une récession au début des années 80. Par exemple, en novembre 1976, le taux d'inflation était de 5,5 p. 100, ce qui correspond à peu près à son niveau actuel. À l'été de 1981, il atteignait 13 p. 100 et l'économie était en crise. L'inflation paralyse l'efficacité de l'économie, nuit à l'accroissement de la productivité et touche durement les agriculteurs. Le prix de vente de plusieurs de nos denrées agricoles exportées est établi dans les marchés mondiaux et